

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 4041

[C – 2009/11550]

9 DECEMBRE 2009. — Arrêté royal portant prolongation de l'application des articles 32 à 34 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, les articles 32 à 34;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 novembre 2009;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 19 novembre 2009;

Vu l'avis du Comité général pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 19 novembre 2009;

Vu la demande d'urgence, motivée par le fait que :

Considérant que beaucoup d'indépendants rencontrent toujours des difficultés financières du fait de l'actuelle crise économique persistante;

Considérant que par cet arrêté royal, on vise l'amélioration la situation financière de ces indépendants afin d'ainsi leur éviter la faillite ou la déconfiture;

Considérant que l'application de la disposition légale susmentionnée doit être prolongée immédiatement;

Vu l'avis n° 47.484/1 du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre des Indépendants et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le délai d'application de l'article 32 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise est prolongé jusqu'au 30 juin 2010 inclus.

Art. 2. Le délai d'application de l'article 33 de la même loi est élargi aux jugements déclaratifs de la faillite prononcés jusqu'au 30 juin 2010 inclus.

Art. 3. Notre Ministre des Indépendants est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 4041

[C – 2009/11550]

9 DECEMBER 2009. — Koninklijk besluit houdende verlenging van de toepassing van de artikelen 32 tot 34 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, de artikelen 32 tot 34;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 november 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 19 november 2009;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, gegeven op 19 november 2009;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat :

Overwegende dat door de aanhoudende economische crisis veel zelfstandigen nog steeds ernstige financiële moeilijkheden onderkennen;

Overwegende dat met dit koninklijk besluit wordt beoogd de financiële situatie van deze zelfstandigen te verbeteren om zo het faillissement of kennelijk onvermogen te vermijden;

Overwegende dat daarom de toepassing van bovengenoemde wettelijke bepaling onverwijld dient te worden verlengd;

Gelet op het advies nr. 47.484/1 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Zelfstandigen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassingstermijn van artikel 32 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis wordt verlengd tot en met 30 juni 2010.

Art. 2. De toepassingstermijn van artikel 33 van dezelfde wet wordt uitgebreid naar de vonnissen van faillietverklaring uitgesproken tot en met 30 juni 2010.

Art. 3. Onze Minister van Zelfstandigen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 december 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2009 — 4042

[C – 2009/11543]

13 DECEMBRE 2009. — Arrêté royal relatif aux inspecteurs de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, l'article 18, § 3, alinéa 5, remplacé par la loi-programme du 22 décembre 2008;

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 30bis, § 3, alinéa 5, remplacé par la loi-programme du 22 décembre 2008;

Vu la loi-programme du 22 décembre 2008;

Vu la proposition du 30 avril 2009 de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2009 — 4042

[C – 2009/11543]

13 DECEMBER 2009. — Koninklijk besluit betreffende de inspecteurs van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas

Gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, artikel 18, § 3, vijfde lid, vervangen bij de programmawet van 22 december 2008;

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 30bis, § 3, vijfde lid, vervangen bij de programmawet van 22 december 2008;

Gelet op de programmawet van 22 december 2008;

Gelet op het voorstel van 30 april 2009 van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat du Budget, donné le 14 juillet 2009;

Vu l'avis n° 47.090/1/V du Conseil d'Etat, donné le 18 août 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre du Climat et de l'Energie et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « loi électricité » : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, modifiée notamment par la loi-programme du 22 décembre 2008;

2° « loi gaz » : la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, modifiée entre autres par la loi-programme du 22 décembre 2008;

3° « Commission » : la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz;

4° « infractions visées par la loi électricité et la loi gaz » : les infractions visées par l'article 30bis, § 3, alinéa 2, de la loi électricité et par l'article 18, § 3, alinéa 2, de la loi gaz;

5° « inspecteurs de la Commission » : les inspecteurs de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, visés à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2. Les membres du Comité de direction de la Commission et les membres du personnel de la Commission engagés pour une fonction égale ou supérieure à celle de conseiller principal et désignés par Nous en qualité d'officiers de police judiciaire, sont chargés de rechercher et constater, sur l'ensemble du territoire belge, les infractions visées par la loi électricité et la loi gaz. Ils sont appelés « inspecteurs de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz ».

Une liste nominative actualisée des inspecteurs de la Commission est publiée au moins tous les deux ans sous la forme d'un arrêté ministériel.

Art. 3. La compétence des inspecteurs de la Commission de rechercher et constater les infractions visées par la loi électricité et la loi gaz peut être retirée par Nous.

Art. 4. § 1^{er}. Les inspecteurs de la Commission, munis de pièces justificatives de leurs fonctions, peuvent, dans l'exercice de leur mission de recherche et de constatation des infractions visées par la loi électricité et la loi gaz, procéder à tout examen, contrôle et audition, et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions des législations dont ils exercent la surveillance sont effectivement observées, et notamment :

a) interroger soit seuls, soit en présence de témoins, les préposés ou mandataires ainsi que tous les membres du personnel d'une entreprise d'électricité, ou d'une entreprise de gaz naturel dont ils estiment l'audition nécessaire, sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) prendre l'identité des personnes qui se trouvent sur les lieux soumis à leur contrôle et dont ils peuvent raisonnablement présumer qu'elles sont des préposés ou mandataires ainsi que de tous les membres du personnel d'une entreprise d'électricité, ou d'une entreprise de gaz naturel dont ils estiment l'audition nécessaire pour l'exercice de la surveillance; à cet effet, exiger de ces personnes la présentation de documents officiels d'identification ou rechercher l'identité de ces personnes par d'autres moyens;

c) faire produire, sur place, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quel autre support d'information qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission et en prendre des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies ou se faire fournir ceux-ci sans frais par les préposés ou mandataires ainsi que tous les membres du personnel d'une entreprise d'électricité, ou d'une entreprise de gaz naturel ou même saisir n'importe quel support d'information susmentionnés contre récépissé;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juli 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 14 juli 2009;

Gelet op het advies nr. 47.090/1/V van de Raad van State, gegeven op 18 augustus 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en de Minister van Klimaat en Energie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « elektriciteitswet » : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, gewijzigd onder andere door de programmawet van 22 december 2008;

2° « gaswet » : de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, gewijzigd onder andere door de programmawet van 22 december 2008;

3° « Commissie » : de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;

4° « inbreuken bedoeld door de elektriciteitswet en de gaswet » : de inbreuken bedoeld door artikel 30bis, § 3, tweede lid, van de elektriciteitswet en door artikel 18, § 3, tweede lid, van de gaswet;

5° « inspecteurs van de Commissie » : de inspecteurs van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

Art. 2. De leden van het Directiecomité van de Commissie en de personeelsleden van de Commissie aangeworven voor een ambt dat evenwaardig is met of hoger dan dat van eerstaanwendend adviseur en door Ons aangewezen in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, worden belast met het opsporen en vaststellen, op het gehele Belgische grondgebied, van de inbreuken bedoeld door de elektriciteitswet en de gaswet. Ze worden « inspecteurs van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas » genoemd.

Een geactualiseerde nominatieve lijst van de inspecteurs van de Commissie wordt tenminste om de twee jaren in de vorm van een ministerieel besluit bekendgemaakt.

Art. 3. De bevoegdheid van de inspecteurs van de Commissie om de inbreuken bedoeld door de elektriciteitswet en de gaswet op te sporen en vast te stellen, kan door Ons worden ontnomen.

Art. 4. § 1. De inspecteurs van de Commissie kunnen, voorzien van bewijsstukken ter rechtvaardiging van hun ambt, bij het uitoefenen van hun onderzoekopdrachten en bij de vaststelling van overtredingen van de elektriciteitswet en de gaswet en haar uitvoeringsbesluiten, overgaan tot een onderzoek, een controle en een verhoor en tot het verzamelen van alle informatie die ze noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de wetgeving waarop zij het toezicht houden, inderdaad worden nageleefd en, in het bijzonder :

a) overgaan tot het ondervragen, hetzij alleen, hetzij in aanwezigheid van getuigen, van de aangestelden of mandatarissen, alsook alle personeelsleden van een elektriciteitsbedrijf, of van een aardgasonderneming waarvan ze vermoeden dat hun verhoor noodzakelijk is, over elke aangelegenheid waarvan de kennis nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;

b) de identiteit vaststellen van de personen die zich bevinden op die plaatsen die aan hun controle onderworpen zijn en waarvan redelijkerwijze kan worden aangenomen dat het hier gaat om aangestelden of mandatarissen alsook alle personeelsleden van een elektriciteitsbedrijf, of van een aardgasonderneming waarvan ze vermoeden dat hun verhoor noodzakelijk is voor het uitoefenen van het toezicht; met het oog hierop kunnen ze van deze personen eisen dat ze hun officiële identiteitspapieren voorleggen of kunnen ze de identiteit van deze personen via andere middelen onderzoeken;

c) eisen dat hen, ter plaatse, alle boeken, registers, documenten, schijven, magneetbanden of om het even welke andere informatiedrager waarvan zij menen dat ze noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdracht, worden voorgelegd zodat zij kennis ervan kunnen nemen en er uittreksels, duplicata, afdrukken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën van kunnen nemen of eisen dat deze hen kosteloos worden overgemaakt door de aangestelden of mandatarissen alsook alle personeelsleden van een elektriciteitsbedrijf, of van een aardgasonderneming of zelfs, tegen ontvangstbewijs, beslag leggen op om het even welke hiervoor vermelde informatiedrager;

d) faire des constatations en faisant des photos et des prises de vue par film ou par vidéo.

§ 2. Lors de l'établissement des procès-verbaux, les constatations matérielles faites par eux peuvent être utilisées, avec leur force probante, par d'autres inspecteurs de la Commission ou par les autres membres du Comité de direction et du personnel de la Commission.

§ 3. Les inspecteurs de la Commission peuvent, en cas d'obstruction aux attributions visées au § 1^{er}, dresser un procès-verbal pour obstacle à la surveillance.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre de la Justice et le Ministre du Climat et de l'Énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre du Climat et de l'Énergie,
P. MAGNETTE

d) vaststellingen doen door het maken van foto's, films of video's.

§ 2. Bij het opmaken van de processen-verbaal kunnen de door hen verrichte materiële vaststellingen, met bewijskracht, gebruikt worden door andere inspecteurs van de Commissie of door de andere leden van het Directiecomité of van het personeel van de Commissie.

§ 3. De inspecteurs van de Commissie kunnen, in geval van verzet tegen de bevoegdheden bedoeld in § 1, een proces-verbaal opstellen wegens verhindering van toezicht.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de publicatie van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. De Minister van Justitie en de Minister van Klimaat en Energie zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 4043

[C — 2009/29887]

29 OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, l'article 24, § 2;

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, l'article 40;

Vu le décret du 27 février 2003 sur les services de médias audiovisuels, l'article 137, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur de Finances, donné le 23 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 30 mars 2009;

Vu les protocoles n° 377 et n° 383 du Comité de Secteur XVII, conclus les 19 décembre 2008 et 30 avril 2009;

Vu l'avis 46.647/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 29 octobre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les mots «, sauf le paiement du traitement du mois de décembre qui a lieu le premier jour ouvrable du mois de janvier de l'année suivante » sont abrogés.